

souterraine ont toutes les chances de se trouver durablement marginalisés (Bourgois, 1995). Si les quartiers pauvres du début de l'ère fordiste étaient des « taudis de l'espoir », leur descendants de l'âge du capitalisme dérégulé s'apparentent plus aux « bidonvilles du désespoir » de la périphérie urbaine latino-américaine – pour reprendre l'expression de Susan Eckstein (1990).

**6. Fragmentation sociale et éclatement symbolique, ou la genèse inachevée du « précaire ».** La marginalité avancée diffère enfin des formes antérieures de pauvreté urbaine en ceci qu'elle se développe dans un contexte de décomposition de classe (Azémar, 1992 ; Dudley, 1994) plutôt que de consolidation de classe, sous la pression d'une double tendance à la précarisation et à la déprolétarianisation plutôt qu'à l'unification et l'homogénéisation prolétariennes dans les régions inférieures de l'espace social et urbain (Kronauer *et al.*, 1993 ; Wilson, 1996). Ceux qui sont soumis à son tropisme et pris dans ses remous se retrouvent par conséquent déconnectés des instruments traditionnels de mobilisation et de représentation des groupes constitués et, corrélativement, dépourvus d'un *langage*, d'un répertoire d'images et de signes partagés à travers lequel concevoir un destin collectif et imaginer des futurs alternatifs (Stedman Jones, 1983).

Les ouvriers d'usine vieillissants et les employés de bureau du bas de l'échelle « ouvriérisés » ou rendus obsolètes par l'innovation technologique et la redistribution des activités productrices ; les travailleurs précaires et intérimaires des services ; les apprentis, stagiaires et titulaires d'un contrat aidé à date fixe ; les chômeurs et les chômeuses en fin de droit et bénéficiaires des minima sociaux ; les allocataires de longue durée de l'aide sociale et les sans-abri chroniques ; les mendiants, délinquants et « magouilleurs » vivant de l'économie de fortune et de rapine de la rue ; les déchets humains des services sociaux et médicaux et les clients réguliers du système de justice pénale ; la jeunesse désenchantée des fractions déclinantes de la classe ouvrière autochtone qui fait face à la concurrence inattendue des enfants des communautés ethniquement stigmatisées et des nouveaux flux d'immigration sur les marchés des emplois et des titres scolaires : comment forger le sentiment d'une condition partagée et se donner des objectifs d'action communs quand l'urgence économique et la nécessité sociale se déclinent selon des configurations phénoménalement

aussi disparates ? Comment unifier des catégories qui, si elles partagent momentanément ou durablement des positions proches dans la structure de l'espace social et urbain en coupe synchronique, y suivent des trajectoires ou sont porteurs de dispositions et d'orientations vers le futur divergentes ? Et comment, par-delà ces solidarités voisines, établir des liens tangibles et efficaces avec la gamme des salariés déqualifiés et déstabilisés par la désocialisation du travail à tous les étages de la structure socioprofessionnelle (Perrin, 2004) ?

La prolifération même des labels censés désigner les populations dispersées et disparates prises dans l'étau de la marginalisation sociale et spatiale, « nouveaux pauvres », « zonards », « exclus », « *underclass* », « jeunes des banlieues », et la trinité des « sans » (sans travail, sans toit, sans papiers) disent bien l'état de *dérèglement symbolique* dans lequel se trouvent les franges et les fissures de la structure sociale et urbaine. L'absence d'un idiome commun autour duquel et par lequel ils pourraient s'unifier accentue la fragmentation objective des citadins pauvres d'aujourd'hui. L'instrument organisationnel traditionnel d'expression et de revendication du prolétariat urbain, à savoir les syndicats de travailleurs manuels, s'avère singulièrement inadapté pour traiter de problèmes qui surgissent hors de la sphère conventionnelle du salariat régulé, et leurs tactiques défensives ne font souvent qu'aggraver les dilemmes auxquels ils font face et les césures multiples qui les séparent des nouveaux (sous-)prolétaires de la marge<sup>21</sup>. Les organisations naissantes des démunis de tout acabit, tels que les syndicats de chômeurs, les groupes d'aide aux sans-abri et aux sans-papiers, et les associations bataillant sur les fronts multiples de l'« exclusion », là où elles sont apparues, sont trop fragiles et doivent encore gagner une reconnaissance officielle sur la scène politique pour pouvoir espérer exercer plus qu'une pression ponctuelle et intermittente (Siméant, 1998 ; Demazière et Pignoni, 1999). Quant aux partis de gauche, à qui revient traditionnellement la tâche de représenter les catégories dépourvues de capital économique et culturel sur la scène politique, ils sont bien trop accaparés par leurs luttes intestines et

---

21. C'est le cas quand les syndicats renoncent à des droits collectifs conquis de haute lutte pour éviter les délocalisations et les licenciements de masse, ou lorsqu'ils acceptent l'instauration d'une échelle de rémunération et de protection sociale à plusieurs vitesses comme moyen de limiter le dégonflement de leurs effectifs (comme c'est le cas aux États-Unis dans bon nombre de secteurs, comme l'automobile, la téléphonie et les transports aériens).

enfermés dans les logiques d'appareil et les coups médiatiques – quand ils ne sont pas franchement recentrés sur les classes moyennes éduquées comme le Parti socialiste en France – pour, d'une part, comprendre la nature et l'ampleur des bouleversements qui façonnent les quartiers de relégation et, de l'autre, envisager et engager les politiques publiques nécessaires pour enrayer la spirale de la marginalisation avancée<sup>22</sup>.

La difficulté même de nommer les fragments, scories et éclats de la société de marché dualisée qui s'amassent dans les zones déshéritées de la métropole témoigne du fait que le *précarariat* – si l'on peut appeler ainsi les franges précaires du prolétariat – n'a même pas encore accédé au statut de « classe objet » (Bourdieu, 1977, p. 4), « contrainte de former sa subjectivité à partir de son objectivation » par d'autres. Il reste à l'état de simple conglomérat composite, *collectio personarum plurium* fait d'individus et de catégories hétérogènes entre elles et *définies négativement* par la privation sociale, le manque matériel et le déficit symbolique. Seul un immense travail proprement politique d'agrégation et de représentation (au triple sens cognitif, iconographique et dramaturgique) peut espérer faire accéder ce conglomérat à l'existence et donc à l'action collectives. Mais ce travail achoppe sur une contradiction incontournable et insoluble puisqu'elle surgit des tendances fissipares qui lui sont constitutives : le précarariat est une sorte de *groupe mort-né*, dont la gestation est nécessairement inachevée puisqu'on ne peut œuvrer à le consolider que pour aider ses membres à le fuir, soit en retrouvant un ancrage dans le salariat stable, soit en s'échappant hors du monde du travail (par le biais de la redistribution et de la protection sociales). À l'inverse du prolétariat dans la vision marxienne de l'histoire, qui est appelé à s'abolir dans le long terme en s'unifiant et en s'universalisant, le précarariat ne peut se faire que pour se défaire immédiatement<sup>23</sup>.

---

22. Olivier Masclet (2003) a montré, à partir d'une enquête approfondie dans une municipalité communiste de la banlieue parisienne, comment la marginalisation sociale et spatiale s'est accompagnée de la marginalisation des « militants de cité » dans le champ politique local.

23. Pour un ensemble de textes, documents et appels à la mobilisation européenne du « précarariat » (terme lancé par l'association Droits Devant, voir « Globalisation du précarariat, mondialisation des résistances », *ÉcoRev*, mai 2005), on se reportera au site multilingue : <http://republicart.net/disc/precarariat/index.htm>. Pour une analyse de la montée de l'instabilité du travail et des nouvelles formes de mobilisation qu'elle suscite aux marges du salariat réglé, voir Perrin (2004).